Nº 234

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU PAKISTAN ET SON ARRIÈRE-PLAN (1)

L'arrière-plan.

Les Anglais ont contrôlé en fait l'administration d'une partie considérable du sous-continent (2), en deçà des Himalayas, depuis la bataille de Plassey en 1757 ; mais, en droit, il leur a fallu un siècle pour déclarer l'abolition de l'Empire mongol et la réunion d'une grande partie de ce sous-continent à la couronne britannique. La lutte contre l'intrusion politique des commerçants anglais n'est pas d'origine récente. La bataille de Plassey ne fut elle-même qu'une phase avancée de cette lutte pour l'indépendance, et la guerre décisive de 1857, que les Anglais se flattent de nommer « mutinerie » (3), n'en était que la dernière phase. Depuis la réunion de l'Inde britannique à la couronne anglaise, la lutte n'a fait que changer de tactique. L'Empire mogol était musulman. La déposition forcée du dernier Empereur, Bahadur Chah, et l'abolition de la dynastie mogole touchaient donc les Musulmans beaucoup plus que les autres communautés du pays. Les dirigeants religieux et politiques musulmans conseillèrent aux habitants du pays de ne point apprendre la langue anglaise et de n'accepter aucune fonction dans l'administration. Ils pensaient qu'une non-collaboration de la part des habitants rendrait très difficile aux Anglais

---

(1) L'auteur de cet article, M. Hamidullah, natif du Haïderabad, est docteur ès lettres de l'Université de Paris. Après avoir séjourné près d'une année à Karachi, il est revenu en France, où il poursuit des études diverses, notamment de droit musulman. Son témoignage sur la naissance et l'évolution de l'État pakistanien est d'un grand prix : la raison d'être du Pakistan, affirme-t-il, réside dans le désir qu'éprouve la grande majorité de ses habitants de vivre une vie islamique.

(2) Expression communément employée aujourd'hui pour désigner l'ancien « Empire des Indes ». (N. D. L. R.)

(3) Une mutinerie signifie l'action de se révolter contre le gouvernement établi. Or, à ce moment, l'Empire des Mogols était le gouvernement en droit et en fait. Il ne faut pas non plus appeler cette guerre une guerre d'indépendance, car une telle guerre exige l'existence d'un régime d'usurpateurs. Il s'agit là, en effet, du soulèvement du peuple contre une classe de fonctionnaires d'État, les Anglais n'étant que les délégués par contrat de l'Empereur mogol, à cette époque.

(Note de l'auteur).

le gouvernement d'un pays grand comme la moitié de l'Europe, et ils espéraient de cette façon regagner ce qu'ils avaient perdu sur le champ de bataille. Les Hindous, surtout les brahmanes, firent échouer cette politique en collaborant avec les vainqueurs, dans l'administration et la consolidation de l'Inde britannique.

La politique négative des Musulmans du pays et l'indifférence, à cette époque, des autres pays musulmans furent à l'origine de graves conséquences économiques pour la communauté islamique. Avant qu'on pût apercevoir les défauts de cette politique, la nouvelle orientation de l'enseignement public, introduisant, entre autres, la notion de la souveraineté du peuple et les droits de la majorité, créa une nouvelle situation, dangereuse pour les espoirs des Musulmans du pays. Le peuple était destiné à régner un jour lui-même. Dans l'Inde britannique en particulier, et dans le sous-continent que les Anglais cherchèrent toujours à transformer en une unité politique, les Musulmans ne furent qu'une minorité désespérée. Le prosélytisme de leur religion ainsi que plusieurs autres faits sociaux jouèrent à la longue en leur faveur, mais quand l'autonomie fut en vue, Les brahmanistes ayant aperçu le danger que constituerait pour eux le prosélytisme islamique, se défendirent de maintes façons et recoururent même à la force. Je ne veux pas m'étendre sur les origines et les résultats des conflits communaux entre Musulmans et Hindous, mais je puis assurer que les Musulmans de l'Inde britannique étaient convaincus que, tant que leur sort serait entre les mains de la majorité brahmaniste, ils n'auraient aucun espoir de sécurité, ni pour leur culture, ni pour leur économie, ni pour leur vie politique. La culture islamique, qui ne reconnaît pas comme valables la notion de nation basée sur l'identité de race, de langue, de pays ou de couleur, débordant les frontières territoriales, afin de garder son caractère d'universalité, exigeait pour la sauvegarder d'autres orientations, en conflit avec le brahmanisme de castes et d'hérédité. Peu à peu, les Musulmans de l'Inde britannique furent amenés à l'idée qu'il fallait diviser le pays pour conserver leur culture.

La notion pan-islamique, chez les Musulmans du sous-continent, est des plus anciennes. On se rappelle qu'au début de ce siècle une association (Khuddamul-Kabah) y fut fondée afin de protéger les lieux saints de La Mecque, Médine, Jérusalem, Hébron, pays d'Abraham. En effet, la politique communale des Musulmans du sous-continent, pendant tout un demi-siècle, était basée sur la notion d'une renaissance de l'Islam et de l'Islam seul. La lutte pour la libération se termina avec une étonnante brusquerie. En juin 1947, le gouvernement de Londres annonce (les raisons sont encore mal connues) que, dans un délai de trois mois, il va non seulement transférer le pouvoir souverain aux mains des indigènes, dans l'Inde britannique, mais le partager entre deux Dominions distincts, si cela est nécessaire. La tâche de construire un État séparé en quelques semaines semblait tellement énorme que M. Jinnah et ses conseillers acceptaient, au moins à ce moment, l'autre alternative : le maintien de l'unité de l'Inde britannique, à la condition que le gouvernement fédéral ne retienne dans ses attributions que la Défense, les Affaires étrangères et les Communications, les provinces jouissant pour tous autres sujets d'une complète autonomie. L'acceptation par Jinnah d'un centre commun était inattendue, mais, cette acceptation obtenue, le Congrès national indien, sur l'insistance de feu le Sardâr Patél, croyait devoir ajouter certains sujets à l'organisation centrale, par exemple le commerce extérieur. Le Sardâr Patél assurait à son audience de Calcutta, en 1949, qu'il avait lui-même réclamé au gouvernement britannique le transfert du pouvoir dans un délai de quelques semaines et demandé de renoncer à ses engagements avec les États indigènes, afin que leur amalgamation dans le Dominion hindou compensât la perte de territoires attribués au Dominion musulman du Pakistan. Sans doute le Sardâr croyait-il que le Pakistan rechercherait, en toute humilité, après quelques mois, la protection du Dominion hindou.

Les dirigeants de la Ligue musulmane rejetaient naturellement les nouvelles conditions d'unité politique et, partant de rien, s'apprêtaient à assumer les lourdes responsabilités de l'administration d'un nouvel État. Mais leur décision de rejet ne suffisait pas. Il fallait obtenir le concours des habitants : plébiscites dans deux provinces et, dans trois autres, votes d'assemblées législatives. Il en résultait le raccourcissement de plus d'un mois du délai, déjà bref, pour savoir définitivement si les provinces à majorité musulmane voudraient un État séparé, même au cas où cela exigerait que le territoire de cet État (Pakistan éventuel) fût divisé en deux parties, séparées l'une de l'autre par quelque deux mille kilomètres. Et, dans ce délai raccourci, une administration devrait être érigée.

La division du territoire n'était peut-être pas aussi difficile que celle des propriétés, meubles et immeubles, et des dettes du gouvernement central. Il fallait encore diviser les forces militaires, les stocks de munitions, les navires, les avions, les bibliothèques, les musées, et jusqu'aux dossiers du gouvernement ; et tout cela avec une déconcertante rapidité. Pour comble de confusion, les provinces à populations mixtes, celles du Bengale, du Pandjâb et d'Assam, devaient subir une division territoriale pour satisfaire les besoins politiques.

Le Dominion non pakistanien, qui s'appelle maintenant la République de Bhârat, était en général plus heureux que le Pakistan, puisqu'il recevait les deux tiers du territoire britannique, d'un seul tenant, ainsi que les actifs de l'ancien gouvernement dans les mêmes proportions ; et, au centre, la machine gouvernementale intacte lui était dévolue. Quant au Pakistan, il lui fallait créer : 1° un gouvernement central de toutes pièces ; 2° un gou-

vernement dans la grande province du Bengale, qui devenait le Pakistan oriental ; enfin toute l'administration de la défense et tous les rouages diplomatiques à l'étranger. Pendant les guerres intestines ou guerres de libération, les gouvernements provisoires peuvent commencer leur vie politique en partant de zéro. Mais ici un État moderne, comptant 80 millions d'habitants et une superficie égale à quelques fois la France, se trouvait naître sans administration centrale, et il devait la créer immédiatement.

Il n'existait pas, au début, d'administration distincte pour les Affaires étrangères : il n'y avait même pas de ministre! Le Premier ministre cumulait la présidence du Conseil et les ministères de la Défense et des Affaires étrangères. On commença par nommer un représentant diplomatique à Londres, un autre à Washington. Le manque total de personnel qualifié retardait, et retarde encore, l'ouverture d'ambassades, de légations et de consulats à l'étranger. Paris, capitale virtuelle du bloc occidental, devait attendre plus de trois ans le premier représentant diplomatique pakistanien.

L'actualité.

La raison d'être du Pakistan était le désir de la grande majorité de ses habitants de vivre une vie islamique. Le premier et le plus important principe de la politique étrangère du Pakistan était donc l'accomplissement des devoirs islamiques. L'Islam présente avec le communisme moderne cette analogie qu'il exige l'unification dans le monde ainsi que le bien-être de tous les Musulmans. Le peuple pakistanien veut que les États indépendants musulmans se solidarisent dans une collaboration étroite dans tous les domaines de la vie : politique, économique, culturel. Je citerai, à cet égard : le congrès mondial islamique de l'économie, dont la deuxième session vient d'avoir lieu à Téhéran ; le congrès mondial des peuples islamiques, dont la deuxième session annuelle se déroula à Karachi, en février 1951, et fut inaugurée par le Premier ministre Liyaqat Ali Khan. Je veux aussi attirer l'attention sur le projet de l'Islamistan qui comprendrait tous les États musulmans, arabes et non arabes, projet émanant du parti de la Ligue musulmane actuellement au pouvoir au Pakistan.

Une autre conséquence, consciente ou inconsciente, du même principe de la solidarité islamique est la libération des peuples musulmans du joug étranger. C'est ainsi que le Pakistan a donné son appui à l'Indonésie, à la Libye et à l'Érythrée. Il ne s'agissait pas d'une antipathie envers les Pays-Bas ou l'Italie : une distinction très nette doit être établie entre la solidarité islamique et la haine contre les puissances coloniales dans les pays musulmans. Tout en restant ami de l'Italie, par exemple, le Pakistan voulait la libération complète de la Libye, des Somalis, etc. Je ne doute pas que, le cas échéant, le même appui soit donné à la Malaisie anglaise, à l'Asie

centrale russe, à l'Afrique française, pour ne nommer que les populations islamiques les plus importantes.

Le parlement pakistanien a adopté, il y a quelques mois, une résolution qui désigne le jour de la naissance du prophète de l'Islam comme fête nationale ; et les ambassadeurs pakistaniens ont reçu l'ordre d'observer désormais à l'étranger ce jour de fête de la meilleure manière possible. Si le gouvernement d'un pays quelconque n'octroie pas à ses sujets musulmans la liberté nécessaire pour vivre une vie islamique, les Pakistaniens exigeront qu'une intervention diplomatique se fasse, de plus en plus vigoureuse. L'office hebdomadaire du vendredi pour les fonctionnaires et les travailleurs musulmans dans les pays non musulmans a déjà attiré l'attention de la presse pakistanienne, qui exige que les facilités nécessaires soient accordées pour aller tous les vendredis après-midi à la mosquée.

Une autre conséquence du même principe, l'Islam avant tout, est que les Pakistaniens veulent garder leur neutralité dans la lutte entre le communisme et le capitalisme. Le système d'économie islamique est un système indépendant. L'Islam ne peut s'entendre avec le matérialisme, soit chez les capitalistes, soit chez les communistes. L'Islam est toujours aussi hostile à l'athéisme, au polythéisme et à l'idolâtrie. Le Pakistan s'efforce d'éliminer l'usure et l'intérêt du commerce intérieur comme du commerce international.

Passons maintenant aux principes profanes. Évidemment, les traits principaux de la politique profane diffèrent de pays à pays. Examinons les principaux pays étrangers pour dégager les traits de la politique pakistanienne.

La France.

Ce n'est point à dessein que j'ai choisi la France en premier lieu. En effet, et sans exagération, les Pakistaniens professent la sympathie la plus grande à l'égard de la France. Les rapports avec l'Angleterre et les États-Unis sont plus intéressés ; mais, avec la France, les rapports se basent sur une profonde admiration pour sa culture, sa littérature et la façon dont elle a su devenir le vrai leader de l'Europe, dès le Moyen Age. La première et, jusqu'ici, presque la seule langue occidentale qu'on ait commencé à étudier au Pakistan, c'est le français (l'anglais a commencé de perdre son ancienne place dans l'enseignement public). Les leçons pour les débutants sont données dans les universités aussi bien qu'en particulier par des professionnels. Contrairement à ce qui est vrai pour le Bhârat, il n'y a aucun motif de contestation entre le Pakistan et la France, ce qui doit garantir le progrès quotidien des relations entre les deux pays. Les Pakistaniens souhaitent que la France résolve elle-même, le plus tôt

possible, le problème de l'autonomie dans ses possessions islamiques, surtout en Afrique.

Les États-Unis.

Le soutien des États-Unis à l'Indonésie et à la Libye pour regagner leur indépendance souveraine leur a acquis au Pakistan, comme dans les autres pays musulmans, un grand respect ; et, si ce n'était la malheureuse affaire de Palestine, ce respect se transformerait aisément en une admiration profonde.

Le Pakistan doit résoudre le problème de ses réfugiés, peut-être le plus grave du monde. Dès les premières semaines de sa naissance, il devait recevoir et réhabiliter les victimes d'un génocide systématique : leur nombre atteint actuellement le chiffre de dix millions, et ce n'est pas fini. Une rapide industrialisation du pays pourrait les absorber, et l'on attend de l'Amérique la fourniture de machines destinées à l'usage civil et d'armements qui renforceront la défense.

Les pays islamiques.

Il est naturel que le Pakistan ait recherché les rapports les plus cordiaux avec les autres pays musulmans. L'ambassadeur de l'Arabie séoudite est peut-être le plus populaire à Karachi, bien qu'il ne connaisse ni la langue *urdu*, ni l'anglaise, et ne parle que l'arabe, langue peu répandue chez les gens de la rue et chez les hauts fonctionnaires. La légation syrienne a pu, dans le premier mois de son établissement, conclure un traité d'amitié et de fraternité. La grande popularité de ces deux diplomates est peut-être personnelle, parce qu'ils s'associent au public pakistanien dans ses bonheurs et ses malheurs ; ils assistent régulièrement à l'office hebdomadaire du vendredi dans les mosquées ; ils acceptent le plus souvent les invitations aux réunions culturelles et religieuses organisées par le public ; peut-être aussi parce qu'ils prennent plus d'intérêt à la diffusion de la langue arabe, chère aux Pakistaniens, non par son aspect profane, mais par son aspect religieux.

Les rapports avec l'Iran, la Turquie, la Jordanie sont cordiaux. Le Pakistan cherche à fraterniser avec l'Indonésie. Le jour de la proclamation de l'indépendance de l'Indonésie, le gouvernement pakistanien avait ordonné que tous les bâtiments gouvernementaux où est hissé le drapeau de l'État élevassent aussi le drapeau de l'Indonésie. La politique, d'un nationalisme plutôt géographique qu'islamique, du premier gouvernement de Djakarta ne permettait pas l'espoir d'une vraie fraternité, mais l'avènement des Masjoumis au pouvoir a commencé à consolider les liens entre les deux pays.

L'Égypte retient une place spéciale. Si ses projets d'établissement d'une grande bibliothèque des ouvrages arabes, dont le besoin est pressant dans le pays, sont bientôt réalisés, cela lui garantira une reconnaissance durable. (Je puis suggérer, au cas où l'Alliance française ouvrirait une salle de lecture à Karachi, de ne pas oublier de la garnir d'ouvrages français consacrés à l'Islam.) On aura besoin de l'aide égyptienne pour une université arabe à Karachi, où la langue d'enseignement des diplomates des pays arabes dans la capitale du Pakistan serait l'arabe. Les rapports pakistano-égyptiens sont bons. On peut même dire qu'il existe une saine rivalité entre les deux pays, qui désirent chacun prendre la tête du monde musulman.

Avec l'Afghanistan, les rapports exigent des modifications profondes. Je ne sais pas à qui incombent les premiers torts, mais actuellement les rapports entre ces deux voisins frères laissent beaucoup à désirer. On soupçonne même à Karachi le jeu d'intérêts étrangers qui s'emploieraient à retarder une amélioration rapide des relations. D'après les journaux, l'Afghanistan réclame la cession des provinces pakistaniennes de langue pachtau, langue officielle de l'Afghanistan. Si la demande n'est fondée que sur l'identité linguistique, l'Afghanistan aura des difficultés avec ses provinces de langues persane et turque. Je puis assurer que le public pakistanien garde aux Afghans une haute admiration pour leur vaillance et la défense héroïque de leur indépendance contre les incursions anglaises depuis des siècles, et ne nourrit contre les Afghans aucune intention ambitieuse.

L'Angleterre.

La détérioration est sensible et croissante dans les rapports pakistano-britanniques. La responsabilité en incombe, semble-t-il, aux dirigeants de Downing Street. Il ne faut pas publier que les Anglais détruisirent l'Empire mogol musulman qui s'étendait jadis sur tout le sous-continent. Le parti travailliste britannique, avant son avènement au pouvoir, fut libéralement subventionné, pendant de longues années, par les capitalistes hindous, et l'on continue à soupçonner au Pakistan que le penchant du gouvernement de M. Attlee pour le Bhârat est dû, dans une large mesure, à ce fait historique. Rappelons que le Premier ministre pakistanien, Liyaqat Ali Khan, a publiquement averti la Grande-Bretagne : *No more take Pakistan for granted !* Mentionnons aussi l'éclat public du ministre des finances Ghulâm Muhammad, qui se plaignait à Londres des préjugés du dernier gouverneur général de l'Inde britannique, lord Mountbatten, lequel s'obstinait à vouloir mêler le gouvernement général du Pakistan à celui du Bhârat : cela n'est pas arrivé, en raison du choix de Jinnah comme premier gouverneur général du Pakistan libre. Les personnages responsables de la *Ligue musulmane*, parti actuellement au pouvoir, ont répété à plusieurs reprises combien ils détestent l'arbitrage injuste, anti-pakistanien, influencé par

des politiciens britanniques, concernant la répartition du territoire de l'Inde britannique entre le Pakistan et le Bhârat. Je me réfère à l'arbitrage de Sir Cyril Radcliffe, en 1947. Nous venons de voir comment le Pakistan, désespéré, était sur le point de rompre complètement ses liens avec le Commonwealth, lors de la dernière réunion des Premiers ministres à Londres. Depuis que la Constituante du Pakistan a adopté sa fameuse résolution sur les objectifs de sa Constitution, on a soulevé à plusieurs reprises la question de savoir si le Pakistan musulman peut rester membre du Commonwealth, dans sa forme actuelle, le chef du Commonwealth étant héréditairement un non-Musulman, qui jure au moment du couronnement qu'il défendra la seule religion anglicane ; et une égalité parfaite entre les membres du Commonwealth exige des changements radicaux dans la pratique. On a demandé publiquement pourquoi l'Union Jack représente le Commonwealth, au lieu d'un emblème général, qui réunirait par exemple les drapeaux minuscules de tous les membres du Commonwealth. Je peux constater que les établissements commerciaux en Angleterre ont contribué à la tension par leurs tendances pro-bhâratiennes, au préjudice du Pakistan. Et, finalement, le public pakistanien ne peut pardonner à l'Angleterre son inaction lors de l'invasion de l'État du Haïderabad par des hordes du Bhârat, les Britanniques délaissant leur allié séculaire, alors qu'ils avaient profité de l'alliance en maintes occasions pendant les deux derniers siècles.

Le Bhârat.

Le Bhârat a fait beaucoup de tort au Pakistan, et malheureusement ce n'est pas fini. Aussitôt après la séparation, un demi-million de Musulmans étaient systématiquement massacrés dans la capitale, Delhi, et dans la province du Pandjâb oriental, ce qui provoquait une immigration à l'improviste d'environ huit millions de Musulmans du Bhârat dans le Pakistan, sans moyens de vivres ni logements. Les banques du Pakistan, où les Hindous occupaient les postes-clés, transféraient tous leurs actifs dans le Bhârat, paralysant ainsi la vie économique du pays. Lors du partage des biens gouvernementaux, les fonctionnaires hindous des chemins de fer du Pakistan transféraient des milliers de wagons et des centaines de locomotives dans le Bhârat, et ce matériel n'a pas été restitué. Les stocks de munitions et autres biens militaires de l'Inde britannique, destinés au Pakistan, étaient détenus par le Bhârat (moins de 5 p. 100 a été livré). A ajouter à tant de crimes l'invasion du territoire pakistanien par le Bhârat et la prise des régions de Junagadh, de Babriawad, etc. L'occupation persiste.

L'action « policière » contre Khulna, dans le Pakistan oriental, semble avoir passé inaperçue à l'étranger. On connaît l'argument du Pakistan à propos de l'incursion des tribus au Cachemire : les atrocités du Maharadja du Cachemire étaient telles que les passions des tribus de la frontière ne pouvaient plus être contrôlées, et le gouvernement du Pakistan n'avait pas les moyens de les empêcher d'entrer au Cachemire et de venir en aide à leurs coreligionnaires opprimés. L'argument a tellement plu au Bhârat qu'il ne cesse de s'en servir.

L'affaire de Mahé fut une première tentative. Au début de l'an 1950, une grande armée bhâratienne, en civil, mais munie de toutes les armes sauf l'aviation, a envahi le Bengale pakistanien et occupé le département de Khulna. Le général Aiyoub Khan, nommé depuis commandant suprême du Pakistan, y était alors en qualité de commandant régional. Grâce à son habile tactique, il réussissait à encercler les envahisseurs et à les anéantir. Le nombre des Bhâratiens tués varie, selon les dires, de cinq à vingt mille. Les deux gouvernements semblent avoir supprimé les nouvelles de l'événement ; il est donc difficile de donner des précisions. Un article d'un quotidien de New-York était ainsi conçu : « Il y a quelque temps, l'ambassadeur des États-Unis à Karachi fut appelé au ministère des Affaires étrangères du Pakistan, où on le mit au courant de la gravité de la situation dans les rapports pakistano-bhâratiens. L'ambassadeur prit aussitôt l'avion pour ew-Delhi, et, grâce à son intervention, la crise fut évitée ; on peut espérer que ses bons offices vont aussi résoudre le problème du Cachemire. » J'ai également lu à propos d'une conférence de M. Nehru : « Nous nous trouvions devant un précipice et avons été heureux de la détente survenue. La rencontre de MM. Liyaqat Ali Khan et Nehru à Delhi et le pacte Liyaqat-Nehru ont pu liquider l'épisode de Khulna. La brusque et inattendue mise en liberté des princes de Mangrole et de Babriawad, que le Bhârat avait faits prisonniers de guerre lors de son agression contre ces États rattachés au Pakistan, peut, je crois, être suivie d'un échange avec les généraux bhâratiens faits prisonniers en Khulna. »

Les tentatives contre le Bengale pakistanien ont une profonde signification. Les meilleurs observateurs à Karachi m'ont dit que le Bhârat voulait en effet échanger, avec le Pakistan, le Pandjâb bhâratien contre le Bengale pakistanien, et cela principalement pour deux raisons : d'abord pour se débarrasser du problème des Sikhs et en encombrer le Pakistan ; et, deuxièmement, pour s'emparer de la province productrice de jute, ce fil d'or au marché dollar. Le Bhârat ne semble point encore consolé de la perte des territoires qui ont constitué le Pakistan.

En outre, d'autres biens, d'une valeur de plusieurs centaines de milliards de francs, restent aux mains du gouvernement du Bhârat ; et des crimes militaires expansionnistes ainsi que des blessures morales continuent à troubler les rapports des deux voisins. Le boycottage économique, complet depuis la dévaluation de la livre sterling, et la propagande incessante, dans la presse et la radio, contre le Pakistan rendent difficile une amélioration quelconque des rapports. Les budgets des deux pays s'épuisent

actuellement en dépenses militaires au lieu de se consacrer à la reconstruction. Le Bhârat étant le plus puissant des deux, son amitié est partout recherchée. Le Pakistan désire une entente avec le Bhârat ; et le Premier ministre Liyaqat Ali Khan a suggéré les propositions les plus constructives et les plus efficaces pour résoudre rapidement et définitivement, entre les deux pays, les problèmes actuels et à venir. Il propose que tout différend entre les deux voisins soit d'abord réglé par négociation ; si, après deux mois, n'est atteint aucun résultat, on devrait automatiquement recourir à la médiation ; après deux autres mois de bons offices du médiateur interviendrait un arbitrage dont le jugement serait obligatoire pour les deux parties. Espérons que, débarrassé de son mauvais esprit par la mort du Sardâr Patél, M. Nehru aura désormais plus de courage pour suivre sa propre conscience.

La Russie.

Le Pakistan n'a aucun préjugé contre l'U. R. S. S. On a lu, au Pakistan, pendant une génération, tant de choses contradictoires sur la Russie qu'il est difficile pour le public pakistanien de se former une opinion correcte sur ce grand voisin. Aussi longtemps qu'il y aura tolérance religieuse en U. R. S. S. à l'égard des Musulmans soviétiques, et aussi longtemps que l'U. R. S. S. ne nourrira pas de projets contre l'indépendance du Pakistan, rien n'empêchera les progrès dans les relations entre les deux pays. Il est à regretter que la situation actuelle ne permette pas au gouvernement du Kremlin de relâcher les règlements de ses visas ; l'ambassadeur du Pakistan lui-même ne peut voyager en dehors de Moscou.

Les relations de l'U. R. S. S. avec l'Iran, pendant et après la deuxième guerre mondiale, telles qu'elles ont été connues au Pakistan, ont quelque peu ébranlé la confiance du peuple pakistanien dans la rectitude du gouvernement de l'U. R. S. S. ; car l'U. R. S. S. voulait abuser de l'occupation de l'Iran pour obtenir de sa part des engagements que celui-ci n'aurait acceptés sans la pression d'une occupation militaire. Les Pakistaniens musulmans se souviennent de la pratique de leur prophète Muhammad quant à l'honneur de la parole donnée : par un armistice, les Mecquois, toujours en guerre avec Muhammad, avaient accepté d'évacuer La Mecque pendant trois jours, afin que les Musulmans pussent y accomplir leur pèlerinage. Après trois jours, le prophète, ne voulant point perpétuer son occupation tout à fait effective, se retira à Médine. Justice avant tout : honorer sa parole, même à l'encontre des intérêts matériels, telle est la politique que les Pakistaniens veulent ardemment voir poursuivie par leur ministre des Affaires étrangères.

M. HAMIDULLAH.